

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 91 (1946)  
**Heft:** 6

**Artikel:** Une offensive pacifiste contre la défense nationale : réponse à la brochure "Soll die Schweiz militarisiert werden?" [suite]  
**Autor:** Vallière, P. de  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-342324>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Une offensive pacifiste contre la défense nationale

Réponse à la brochure : « *Soll die Schweiz militarisiert werden ?* »

### IV

DISCUSSION SUR LA RÉDUCTION DU TEMPS DE SERVICE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. — LE SYSTÈME DE MILICES INAPPLICABLE AILLEURS QU'EN SUISSE. — IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE LA SUISSE.

Les milices suisses ont été considérées, avant la guerre de 1914-1918, et jusque vers 1930, par les observateurs étrangers de notre armée, comme le système de l'avenir, que toutes les nations, grandes et petites, devaient adopter pour que les risques de guerre diminuent en Europe. A ce concert de louanges succédèrent des critiques, parfois sévères, surtout en France, où l'introduction du *service de deux ans*, en 1907, avait déjà été considérée par les officiers de carrière comme un affaiblissement de la puissance militaire du pays. L'idée même de la réduction du temps de service passait pour une dangereuse hérésie. Alors que Jaurès, à la tribune de la Chambre des députés, proclamait les mérites démocratiques des milices, que Gaston Moch, dans *l'Armée d'une démocratie*, concluait à l'adoption d'un système analogue à celui de la Suisse, le capitaine Roux, dans *La milice prochaine*<sup>1</sup>, s'opposait à

<sup>1</sup> Berger-Levrault. Paris 1907.

un bouleversement, qu'il estimait néfaste, des traditions militaires de la France.

Ce mot de milice sonnait mal aux oreilles françaises ; il restait atteint par la déconsidération qui avait pesé sur la garde nationale, à l'époque de Louis-Philippe, troupe qu'on n'avait jamais prise au sérieux. Au moment où des voix autorisées proclamaient la « faillite du service de deux ans », l'idée d'une réduction du temps de service à quelques mois paraissait, en France, une désastreuse expérience. L'opposition fut plus forte, encore, quelques années avant la deuxième guerre mondiale, lorsque la politique de concessions à l'extrême-gauche fit passer la loi du *service d'un an*.

Le mécontentement redoubla, alors, dans les milieux militaires, et les critiques du système de milices prirent un caractère politique qui leur enlevait une grande partie de leur objectivité. Il fallait prouver, surtout, que ce qui était possible en Suisse, était inapplicable en France. La même tendance, bien qu'à un degré moindre, se manifesta en Allemagne.

Après les manœuvres de la 3<sup>e</sup> division, en 1930, le major allemand VON VILLIEZ, dans un compte rendu reproduit par le *Bund*, faisait l'éloge des qualités de notre soldat, pour en arriver aux mêmes conclusions que les Français : « Cette armée *nationale*, dans le vrai sens du mot, a créé un système adapté aux conditions spéciales du pays, *qui ne pourrait être imité sans autre par aucune autre nation*. En effet, la *première condition nécessaire* à l'application d'un tel système, doit être *un esprit patriotique, une discipline nationale dans toutes les classes de la population*. Là où cette condition, *naturelle en Suisse, n'existe pas, il serait dangereux pour un autre pays de donner ainsi à ses citoyens, bourgeois, paysans, ouvriers, la garde personnelle et permanente de leurs armes et de leur équipement, comme c'est le cas en Suisse.* »

Les considérations du major VON VILLIEZ sur la force de notre terrain, justifient ses doutes sur le rendement du système de milices dans un autre pays que la Suisse : *La Suisse*,

*si favorisée par la nature, a son meilleur et plus fidèle allié dans la configuration de son terrain, dans ses hautes montagnes, ses vastes forêts, ses gorges profondes où il est facile de résister longtemps à l'assaillant, avec des forces relativement faibles.*

Cette discussion internationale sur les milices, souvent passionnée, se poursuivait dans les revues militaires des grandes puissances et jusque dans les parlements. Elle n'eut d'autre résultat que d'attirer à nouveau l'attention sur la situation stratégique de la Suisse en cas de conflit. La Société des Nations et la Conférence du désarmement se livraient à des joutes oratoires, sans prendre aucune décision utile. L'espoir de limiter les armements et d'organiser la sécurité collective s'évanouissait. Les Allemands avaient quitté Genève, les délégués de Moscou honoraient de leur présence une Assemblée qu'ils cherchaient à torpiller. L'armée du III<sup>e</sup> Reich, reconstituée par le rétablissement du service obligatoire, à la barbe des commissions de contrôle alliées, reprenait possession de la rive gauche du Rhin. Un vent belliciste soufflait sur l'Allemagne : démonstrations du *Stahlhelm*, discours violents des ministres, lancement de navires de guerre à grand renfort d'éloquence revancharde, ton agressif de la presse.

RENAISSANCE DU PANGERMANISME. — LA GRANDE-ALLEMAGNE. — LE RACISME ET LA DOCTRINE NATIONALE-SOCIALISTE. — LA QUESTION D'AUTRICHE ET LA SUISSE. — MENACE SUR L'EUROPE. — L'ANNÉE 1933.

La menace pangermaniste projetait son ombre sur l'Europe centrale et la Suisse se sentait menacée. Cette renaissance de l'impérialisme allemand était, avec le bolchévisme, une des causes principales de l'insécurité mondiale. *L'Union pangermanique* (Alldeutscher-Verband) avait, depuis longtemps, préparé le terrain. Vers 1895, déjà, de nombreuses publications exposaient le plan de réunion à la Grande-Alle-

magne de 21 millions de Germains vivant en dehors des frontières du Reich. La Confédération germanique devait annexer (*groupe politique*) : la Suisse, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande. L'Alsace s'ajouta à cette liste, après 1918. Un *groupe économique* (Zollverein) comprenait les pays baltes, la Pologne, la Ruthénie, les Tchèques, la Roumanie, la Serbie, l'Ukraine. STRESEMANN, dans un discours au parti national-libéral de Westphalie, en 1925, ne craignait pas d'affirmer : « Il faut que nous devenions si forts et que nous affaiblissions nos adversaires *avec une telle absence de scrupules*, qu'aucun ennemi n'ose plus nous attaquer. Pour cela, un déplacement de nos frontières vers l'Est et l'Ouest est absolument indispensable. »

Dans ses *Souvenirs de guerre*, LUDENDORF insiste sur le rôle de la *propagande* qui doit précéder les réalisations politiques : « Elle doit jouer le rôle d'entraîneur vis-à-vis de la politique, et former l'opinion mondiale sans que celle-ci s'en doute. Avant que les conceptions politiques passent dans la réalité, il importe de convaincre le monde de leur nécessité et de leur caractère de moralité. Le but que l'on poursuit doit apparaître comme une nécessité logique. » L'URSS utilise exactement les mêmes procédés de propagande.

Longtemps avant la guerre de 1914-1918, l'Etat-major allemand avait pris la direction du mouvement de l'*All-deutschum*. Sa théorie scientifique de la guerre était basée sur la connaissance de la géographie, de l'ethnographie, de l'économie politique, de la psychologie des masses (voir : GRUMBACH : *L'Allemagne annexionniste*. Payot 1917). Ces principes répandus par la presse et par une abondante littérature nationaliste, provoquèrent en Suisse une méfiance justifiée. En 1925, le *Bund* publiait un article alarmant d'un écrivain allemand qui, sous le pseudonyme de « Monitor », dénonçait les visées annexionnistes des *Grossdeutschen* sur la

<sup>1</sup> Tome I<sup>er</sup>, p. 415.

Suisse. Il citait les propos d'officiers et de professeurs déplorant la séparation de la Suisse allemande de sa mère patrie, le Reich, et annonçant que « l'incorporation de la Suisse et des Pays-Bas à l'empire n'était qu'une question de temps ». Un publiciste du nom de Fritz Bley, voulait que le Rhin soit allemand, de sa source à son embouchure.

En 1932, le 12 octobre, VON PAPEN s'écriait : « Puisse, des Alpes au Niemen, passer au-dessus des peuples l'idée indestructible du Saint-Empire germanique. » La même année, ROSENBERG exprimait sa confiance dans la solidarité qui doit unir les peuples de langue germanique. Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, GOTTFRIED FEDER, dans une brochure-programme du parti national-socialiste, proclamait le devoir de tous ceux qui ont du sang allemand de se réunir à l'Empire. L'*Illustration française* du 3 février 1934, reproduisait une carte géographique des pays où la propagande hitlérienne se manifestait d'une façon intense ; la Suisse, y figurait en bonne place. Cette volonté de puissance du peuple allemand puisait son argumentation et sa doctrine dans le livre célèbre du Français ARTHUR GOBINEAU : *Essai sur l'inégalité des races humaines*. Le pangermanisme de l'Anglais HOUSTON STEWART CHAMBERLAIN, répandu en 1913, par *la Genèse du XIX<sup>e</sup> siècle*, un ouvrage génial et dangereux, avait exercé une influence profonde sur l'empereur Guillaume II. D'une théorie philosophique, les nationalistes exaltés firent une doctrine qui donnait au racisme une forme scientifique. Des professeurs, des historiens enseignaient à la jeunesse universitaire la supériorité de la race aryenne et l'hégémonie réservée à la nation germanique. L'impérialisme allemand poursuivit, dès lors, deux buts : la conquête économique de l'Europe et la domination politique que procure la supériorité militaire. L'intoxication raciste a eu, pour l'Allemagne, de graves conséquences, elle a été une des causes principales de la catastrophe qui couvre l'Europe de sang et de ruines. Mais, il est étrange de constater qu'un Français et un Anglais



ont été les inspireurs du racisme allemand, que leurs théories, déformées, par des interprètes sans scrupules, ont été le point de départ du national-socialisme. Les prédicateurs d'une mystique génératrice de guerres avaient trouvé dans les écrits de Gobineau et de Chamberlain des bases scientifiques à leur système d'intoxication belliciste. L'enseignement de TREITSCHKE, du professeur OSTWALD, de l'historien DELLBRÜCK, les ouvrages du général BERNHARDI, mirent en circulation les thèses de la concurrence vitale, de la morale de la force, de la mission civilisatrice de l'Allemagne appelée à gouverner le monde. NIETZSCHE avait dépeint en traits de feu la résurrection de l'héroïsme. Sa vision du « surhomme » se transforma en une glorification de la force brutale.

Cette psychose inquiétante poussa la Belgique, suivant l'exemple de la Suisse, à reviser ses moyens de défense, à concevoir un système de défense mobile, appuyé sur de puissants ouvrages fortifiés, pour retarder ou arrêter la marche d'un agresseur. On sentait, d'autre part, l'indépendance de l'Autriche garantie par le traité de Versailles (art. 80), de plus en plus menacée, avec celle l'équilibre de l'Europe centrale. Quelques incidents de frontière, à Kreuzlingen, près de Constance, à Augst, près de Bâle, les violences de journaux à tendance hitlérienne imprimés en Suisse, tels que le *Balai de fer*, l'*Eidgenoss*, organes des frontistes suisses, donnaient l'impression très nette que des agents provocateurs étaient à l'œuvre chez nous.

Les manifestations de la mystique pangermaniste posaient à la Suisse des problèmes d'une gravité exceptionnelle. Le principe du « germanisme à l'étranger » (*Auslanddeutschtum*) était en opposition directe avec l'idée suisse. Le professeur GROTHE, dans un manuel destiné aux Allemands à l'étranger, estimait que « seule la communauté de race, indépendante de la nationalité, était déterminante pour fixer l'appartenance à la Grande-Allemagne. » HITLER inscrivait en tête du programme officiel du national-socialisme : « *Nous exigeons la*

*réunion de tous les Allemands en une Grande-Allemagne, d'après le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.* » La Suisse était spécialement visée par le passage suivant : « Les pays qui ont appartenu au Saint Empire germanique du moyen âge, doivent retourner au nouvel Empire. » Ces propos-là, je les ai entendus souvent, lorsque jeune officier-instructeur, j'avais été envoyé en stage, en Allemagne, dans un régiment d'infanterie de la garde. Des officiers supérieurs, des généraux, m'exprimaient avec une insistance qui m'était singulièrement pénible, l'idée que la Suisse aurait tout intérêt à reprendre sa place naturelle dans le sein de l'Empire. Ils s'imaginaient faire honneur à un petit pays, à des « frères de race », en les jugeant dignes de partager la gloire d'une grande puissance. Je fus obligé, pour couper court à des conversations qui blesaient mon amour-propre national, de demander au Commandant de régiment de bien vouloir intervenir pour m'épargner de désagréables discussions. La division fit passer un ordre dans tous les états-majors et régiments de la garnison, interdisant de me vanter les bienfaits de la réunion de la Suisse à l'empire allemand.

L'histoire fournit de nombreux exemples de cette vantardise collective qui s'empare des armées conquérantes. Dans les guerres de la Révolution et du Premier Empire, les Français croyaient naïvement faire le bonheur des peuples vaincus qu'ils annexaient à la « Grande Nation » au nom des « grands principes ». La Suisse a connu les misères de cette occupation, la perte de son indépendance sous le signe de la liberté et de la fraternité, de 1798 à 1803.

L'idée d'une Europe centrale dirigée par le III<sup>e</sup> Reich, d'une *Mittleuropa* englobant la Suisse, propagée par une presse fanatique, prit en 1933, un caractère alarmant. Le vice-président de la municipalité de Saint-Gall reçut, de Fribourg-en-Brigau, une coupure de journal encadrée de noir, portant les mots : « Avis de décès de la Suisse », avec ces lignes anonymes : « Quoi que vous puissiez faire, la Suisse allemande



fera bientôt retour au Reich. » Des livres publiés par les théoriciens du racisme, colportés par les frontistes suisses, infestaient le pays. Un certain major Leonhard, de Bâle, dans une assemblée du Front national, de Berne, qualifiait le peuple suisse de « moralement déchu », parce que infidèle au germanisme. La presse d'outre-Rhin dénonçait l'indignité des principaux journaux alémaniques, « livrés à des influences anti-allemandes ». (*Nouvelle Gazette de Zurich, Bund, Basler Nachrichten, Thurgauer-Zeitung, National-Zeitung.*)

Le *Westdeutscher Beobachter* invitait la Suisse alémanique à se rallier au racisme, Le *Völkischer Beobachter* annonçait que « la Suisse ne tarderait pas à chercher d'elle-même sa voie vers la réunion au Reich, poussée par la nécessité ». Mais cette propagande maladroite se heurtait à la résistance morale d'un peuple farouchement attaché à ses traditions, d'un peuple qui avait lutté quatre siècles pour se séparer de l'Empire germanique et n'était pas disposé à renier son passé. Car, il ne faut pas oublier que l'acte de naissance de la Confédération suisse, le pacte du 1<sup>er</sup> Août 1291, est un geste de révolte contre la puissance germanique qui les encerclait, une déclaration de guerre aux Habsbourg. Il en est résulté de longues guerres qui ont abouti, après une extraordinaire série de victoires, à l'écrasement, en 1499, des armées de l'empereur Maximilien d'Allemagne, à la guerre de Souabe. Le vaincu fut contraint de signer, à Bâle, une paix humiliante et de renoncer définitivement à ses prétentions sur les Hautes Ligues helvétiques. Ce fut ainsi qu'un petit Etat qui ne comptait alors qu'un million et demi d'habitants, dicta ses conditions au colosse germanique, au plus puissant monarque de l'Europe. Le traité de Westphalie, en 1648, confirma l'indépendance des Suisses qui existait, en fait, depuis 400 ans.

Depuis cette époque héroïque et tourmentée, l'Allemagne n'a jamais abandonné l'espoir de faire rentrer la Suisse dans le giron de l'Empire. Mais l'effort conjuré des intellectuels, des militaires, des financiers allemands, n'a pas réussi à faire

perdre à nos Confédérés ce caractère marqué, qui les distingue si fortement de leurs voisins d'outre-Rhin. Le nationalisme agressif du III<sup>e</sup> Reich, ce chauvinisme dominateur qui tend à la réunion de tous les peuples germaniques ou censés l'être, sous le signe de la croix gammée, n'a trouvé, en Suisse, que quelques poignées d'admirateurs et de partisans. L'idéologie naziste représente la négation de l'idéal suisse fondé sur l'égalité des langues et des confessions, et sur la compréhension mutuelle.

Les Suisses alémaniques ne sont pas de vrais Germains au sens raciste du terme. Ils sont, en tous cas, fortement mé-tissés de Gallo-Romains, comme tous les Suisses. Leur parenté avec les Allemands est linguistique, avant tout, bien que les dialectes des cantons alémaniques, dérivés de l'allemand primitif du moyen âge, aient un caractère très différent du « Hochdeutsch ». Il existe une sorte d'unité ethnique en Suisse ; car, tous les Suisses aussi bien alémaniques que romands, ont un caractère commun, *le Celte* ; excepté les Grisons et les Tessinois dont l'origine remonte aux Rhètes, aux Ligures et peut-être aux Etrusques, *tous descendent des Helvètes*, peuple celtique, rattaché à la Gaule et devenu gallo-romain par la conquête de Jules-César. Les Romains firent de l'Helvétie leur boulevard avancé du côté des barbares du Nord. Déjà avant la conquête romaine, « les Helvètes, nous dit César, étaient les plus courageux des Gaulois, parce qu'ils étaient en lutte constante contre les tribus germaniques, le long du Rhin ». La civilisation latine a donné à l'esprit suisse un de ses éléments constitutifs. Pendant plus de cinq siècles, l'Helvétie gallo-romaine a participé à la vie de la Rome impériale. La Suisse doit à Rome les institutions urbaines et communales, l'esprit guerrier. Elle a été imprégnée de génie latin. C'est en latin que sont rédigées toutes nos chartes fondamentales, y compris le pacte du 1<sup>er</sup> Août 1291. L'Eglise romaine ensuite,

<sup>1</sup> *De bello gallico*. Lib. I, cap. I, 4.

et les illustres couvents du haut moyen âge : Saint-Gall, Disentis, Engelberg, Einsiedeln, foyers rayonnants de culture classique, ont achevé l'œuvre de l'empire romain en Suisse.

C'est à partir du V<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne que les Alémanes s'établirent au nord-est, les Burgondes au sud-ouest de l'Helvétie, les Lombards au sud des Alpes. Ces peuplades germaniques, mêlées aux Gallo-Romains ou absorbées par eux, bientôt christianisées, apportèrent à leur nouvelle patrie, leur honnêteté, leur vaillance, leur attachement au sol, leur sens de la communauté, leur passion de la liberté. Cette fusion heureuse de Celtes, de Romains et de Germains a formé une nation suisse sur laquelle le racisme intégral et le pangermanisme ne peuvent avoir aucune prise. Non confédérés alémaniques, dans leur immense majorité, n'entendaient pas qu'on fît leur bonheur malgré eux. Leur volonté de résistance à l'hitlérisme a été la même dans le peuple et chez les intellectuels. La courageuse protestation de CONRAD FALKE, un des écrivains les plus en vue de la Suisse allemande, très apprécié en Allemagne, mérite d'être citée. Elle a paru dans la *Neue Zürcher-Zeitung*, en 1933 :

« Si en Europe, ce principe « une langue, un peuple » l'emportait, si nous étions contraints, en vertu de ce principe, à nous rattacher à l'Allemagne, *nous préfererions certainement renoncer à la langue allemande*. L'amour de la liberté, l'esprit d'indépendance vivent aussi bien sur les bords du lac de Zurich et des Quatre-Cantons que sur ceux du Léman ou du lac de Lugano. Et c'est là la source vive de notre culture. Le fait d'exprimer nos sentiments en langue germanique ne vient qu'après, dans l'ordre de nos préoccupations. » Il n'y a rien à ajouter à cette franche et noble déclaration. Tous les Suisses l'ont approuvée ; elle a provoqué l'indignation des Allemands.

La *Nouvelle Gazette de Zurich*, du 15 août 1933, insistait encore : « Nous nous sentons offensés, lorsqu'on affirme que les Suisses alémaniques sont Allemands. La mystique pangermanique n'a rien à voir à l'intérieur de nos frontières. » L'opi-

nion en Suisse alémanique avait compris le danger d'une théorie antisuisse, impérialiste, qui menaçait ses plus anciennes traditions. Nos confédérés ont prouvé qu'ils savaient se défendre contre cette invasion des idées, comme ils avaient résisté, pendant tant de siècles, sur le Rhin, aux invasions des barbares du Nord, et, plus tard, à la pression de l'empire d'Allemagne, du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

L'attitude hostile de la presse suisse à l'égard du régime hitlérien, qu'il s'agisse de simples critiques ou d'injures, comme celles que prodiguaient journallement les journaux communistes, faisait l'objet de continuelles réclamations du gouvernement allemand. En octobre 1933, une série de journaux suisses alémaniques furent interdits en Allemagne : (*Neue Zürcher-Zeitung*, *Aargauer Volksblatt*, *Basler Volksblatt*, *Landbote*, *Zürcher Volkszeitung*, *Solothurner Anzeiger*.) Ces interdictions furent levées le 1<sup>er</sup> décembre 1933, à la suite des démarches entreprises par le ministre de Suisse à Berlin, M. Dinichert.

Un nouveau danger planait sur l'Europe. La politique annexionniste du III<sup>e</sup> Reich menaçait l'indépendance de l'Autriche. La propagande nazie préparait ouvertement l'*Anschluss*. En Suisse, on suivait avec angoisse les péripéties de cette lutte inégale. Des avions partis de Munich bombardaient l'Autriche de tracts, accusant le chancelier Dollfuss « vassal de la France », de gouverner par la terreur, et lançaient des proclamations aux Tyroliens les invitant à s'unir au mouvement libérateur du Reich unifié. Pourtant l'article 80 du Traité de Versailles était parfaitement clair : « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche dans les frontières qui seront fixées par le traité passé entre cet Etat et les principales puissances alliées et associées. Elle reconnaît que cette indépendance sera inalié-

nable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations. »

Les efforts des dirigeants nationaux-socialistes se portaient alors sur l'Autriche, parce qu'ils estimaient qu'elle se trouvait dans un état de moindre résistance morale que la Suisse. Mais on comprenait en Suisse, qu'une fois la dictature d'Adolf Hitler installée à Vienne, la prochaine étape sur la route d'une Mitteleuropa en formation, passerait par Berne. Ces inquiétudes étaient justifiées ; la « libération » de l'Autriche prenait une signification d'autant plus précise qu'une revue allemande, *Der Widerstand*, examinant les répercussions politiques de la révolution nationale-socialiste sur les Etats voisins, affirmait que « le rattachement de la Suisse au Reich, en abandonnant le Tessin à l'Italie, était une idée qui avait pris racine dans le cœur de nombreux Allemands ». Le sort de notre pays paraissait ainsi lié à celui de l'Autriche. Le *Journal des Débats*, de Paris, annonçait prophétiquement : « La conquête de l'Autriche par l'Allemagne, qu'elle se fasse par l'intérieur ou de l'extérieur, ouvrirait pour l'Europe une ère de catastrophe. » Cette prédiction est devenue une réalité en 1938, et l'Europe s'est retrouvée en présence d'une situation aussi grave qu'en juillet 1914. La question autrichienne, jusqu'à la proclamation de l'Anschluss, a occupé le numéro un dans la liste des objectifs visés par Berlin. Les centres hitlériens de propagande, et leurs agents, exerçaient sur les autorités autrichiennes une véritable terreur qui paralysait tout essai de résistance. Un attentat manqué contre M. Dollfuss lui valut un regain de popularité, mais l'apathie des protecteurs naturels de l'Autriche, la France et l'Angleterre surtout, permettait au national-socialisme toutes les audaces. Dans la *Gazette de Lausanne* du 14 août 1933, M. Edmond Rossier admettait que le conflit austro-allemand était le fait le plus important de la politique européenne. Ce conflit intéressait d'autant plus la Suisse que « si une dictature nationale-socialiste s'établissait à Vienne, tout fait prévoir que la propagande

---

des nazis se dirigera sur notre pays où, paraît-il, 2 800 000 Allemands de bonne souche, arrachés autrefois à leur patrie et incapables de réaliser leurs nobles aspirations dans l'Etat moyenâgeux où ils sont obligés de vivre, n'attendent que le moment de saluer leur rédempteur, M. Adolf Hitler ».

On sentait partout que le régime hitlérien, sous sa forme violente, était un danger pour la paix de l'Europe. Sa propagation menaçait la liberté de la Suisse, dont l'existence même est un défi au racisme.

(A suivre.)

Major P. DE VALLIÈRE.

---